

une vingtaine d'années, en particulier, de nombreuses délégations ont quitté les régions minières de l'Est et de l'Ouest pour se rendre à Ottawa, munies de mémoires dont la préparation a été coûteuse; ces délégations ont signalé aux gouvernements, libéraux et conservateurs, la situation qui se dessinait lentement, indiquant qu'un jour nous ne pourrions plus compter sur les Etats-Unis si le Canada n'activait pas l'exploitation de ses propres ressources. Voilà l'idée que j'ai exposée à la Chambre à maintes reprises depuis cinq ans. L'organisation d'une politique nationale du combustible a été exposée plus d'une fois par les représentants des syndicats de mineurs, par les gouvernements provinciaux et par des particuliers qui s'intéressent à cette question. Par malheur, tous ces exposés sont allés aux archives et rien n'a été fait.

A mon avis, le ministre de la Reconstruction (M. Howe) ne peut pas faire grand-chose à l'heure actuelle. On ne saurait mettre une mine en exploitation du jour au lendemain; on ne peut accroître la production des vieilles mines presque épuisées. Au début de la dernière guerre, on a proposé en cette enceinte l'ouverture de nouvelles mines et des mémoires ont été envoyés au gouvernement à cette fin. Pareilles entreprises exigent de grandes mises de fonds. Les exploitants actuels ne sont pas disposés à dépenser de fortes sommes; ils se sont prononcés de façon catégorique à ce sujet. Aucun organisme, au Canada, n'est prêt à s'attaquer au problème et à avancer les capitaux nécessaires à l'augmentation de la quantité et à l'amélioration de la qualité du combustible au pays; seul le Gouvernement peut le faire. Mais le Gouvernement ne peut, à mon sens, remédier à la crise actuelle, car il est impossible, dans le moment, d'accélérer la production de cette industrie.

La commission royale qu'on a chargée d'étudier cette question devrait être parfaitement renseignée maintenant sur l'accroissement possible de la production aussi bien que sur les problèmes que pose la distribution de notre charbon. Le ministre devrait demander au personnel de la commission un rapport intérimaire sur la possibilité d'accroître la production. J'ignore ce que proposera la commission, mais je ne crois pas que les producteurs canadiens puissent améliorer sensiblement la situation. S'il nous faut compter uniquement sur notre production, une foule de nos gens souffriront du froid l'hiver prochain. La seule solution est d'obtenir l'aide des Etats-Unis, comme nous l'avons fait dans le passé.

L'honorable député de Broadview (M. Church) dit qu'il y a un peu de combustible

disponible aux Etats-Unis, mais qu'on ne peut le transporter ici à cause de la grève des marins des Grands Lacs. Si j'ai bien compris la motion de l'honorable député, 25,000 wagons sont actuellement disponibles aux divers ports des Grands Lacs. Je n'entends pas discuter le pour et le contre de cette grève, mais j'affirme que, si l'on n'avait pas fait preuve de tant d'insouciance, elle ne se serait jamais produite. Le différend porte uniquement sur l'établissement de la journée de huit heures, qui est en vigueur, depuis des années, dans toutes les autres catégories d'emplois manuels.

L'hon. M. MITCHELL: Qui est responsable d'insouciance?

M. GILLIS: Les gouvernements libéral et conservateur.

Des VOIX: Oh, oh!

M. GILLIS: Ils ont été au pouvoir.

Une VOIX: Que dire de la C.C.F.?

M. GILLIS: Nous n'avons pas encore été à la tête du pays. Quand nous y serons, les débats de ce genre n'auront plus leur raison d'être. Si nous avions été au pouvoir lorsque la guerre a éclaté, tous savent comment nous aurions réglé le problème du combustible. Quelle aurait été notre solution? L'exploitation de nouvelles mines.

Une VOIX: Nous aurions perdu la guerre.

M. GILLIS: De telles interruptions m'amuseraient beaucoup. Lancez un caillou sur un troupeau de loups et l'animal frappé geindra. C'est bien naturel, et je ne m'en plains pas. La conscience coupable est prompte à la critique.

M. GRANT: Vous n'auriez pas gagné la guerre.

M. GILLIS: S'il y avait dans le monde suffisamment de gouvernements de la C.C.F. il n'y aurait pas de guerre. Il n'y aurait ni populations affamées, ni pauvreté, ni insécurité, ni raison de faire la guerre. Je le dis en toute bienveillance au ministre du Travail (M. Mitchell), il y a eu négligence. Encore une fois, la plupart des autres ouvriers du continent ont une journée ouvrable de huit heures établie par la loi, et ils l'ont depuis plusieurs années.

M. MacNICOL: Les extracteurs de houille devraient l'avoir. Pourquoi ne l'ont-ils pas?

M. MacINNIS: Ils l'ont.

Une VOIX: Et les pêcheurs? Et les cultivateurs?

M. GILLIS: Ils règlent eux-mêmes leur journée de travail, et ne sont sous le fouet